

ENVIRONNEMENT

MARDI 17 MAI 2022

Libé

Villes : un retour à l'état de nature

A la veille des journées «Naturellement!» organisées du 20 au 22 mai par la fédération BioGée et la ville de Rouen, enquête sur la place de l'écologie et de la biodiversité dans nos cités.

Une image issue de la série «Foliage», PHOTO PHILIPPE DURAND

Fédération
BioGée
Des sciences pour la Société



Photos tirées de la série Foliage.

Quand les villes rêvent de campagne

Longtemps bannis de nos cités, plantes et animaux sont de nouveau plébiscités par les urbains. Mais les réintroduire impose une réflexion sur nos modes de vie et une volonté politique forte.

Par
CORALIE SCHAUB
Photos
PHILIPPE DURAND

La nature, tout le monde en rêve, la désire, la réclame, surtout depuis les confinements liés à la pandémie de Covid-19. Or plus d'un Français sur huit vit aujourd'hui en ville. Sommes-nous donc condamnés à attendre le week-end ou les vacances pour pouvoir nous délecter du chant des oiseaux, nous couler dans la verdure, gambader pieds nus dans l'herbe fraîche et humer le pétrichor, le parfum de la terre après la pluie ?

Heureusement, non. Car le mot «ville» rime de plus en plus souvent avec «nature». Notamment dans l'édition, où les ouvrages sur le sujet se multiplient. Mais de quoi est-il question, quand on parle de «nature en ville» ? Pourquoi en a-t-on besoin ? Comment faire pour «renaturer» la ville ? Décryptage à la veille des journées «Naturellement!» organisées du 20 au 22 mai par la fédération BioGée et la ville de Rouen (1).

UNE BRÈVE HISTOIRE DE LA NATURE EN VILLE

Villes et nature ont longtemps été opposées, du moins en Occident. Les premières, symboles de culture, de civilisation, ont été construites pour se protéger des «barbares» et des bêtes sauvages. Tout au plus y a-t-on toléré un peu de végétation, très contrôlée, domestiquée. «Au XVII^e siècle, à Angers ou Rennes, on a créé des mails, ces grandes allées plantées d'arbres où les gens se promenaient. Puis, à partir de la fin du XIX^e siècle, la plupart des grandes villes ont conçu de grands jardins et parcs publics», raconte l'écologue Philippe Clergeau, professeur émérite au Muséum national d'histoire naturelle (MNHN) et auteur de plusieurs livres sur l'urbanisme écologique. Dans ces «parcs à paraître», véritable décor théâtral, il s'agissait surtout pour la bourgeoisie de se faire voir», explique-t-il. Avec l'avènement de l'hygiénisme, les végétaux ont aussi été plantés pour «assainir» la

cit. Et peu à peu, notamment en périphérie des villes, les parcs et jardins ont accueilli des espaces de jeux, de sport, des parcours écologiques avec des panneaux pédagogiques sur la faune et la flore... «Le Grenelle de l'environnement, en 2007, qui a conduit à l'abandon des pesticides dans l'entretien des espaces verts publics, a été un tournant», estime Philippe Clergeau. Ce qu'on appelait les herbes folles ou mauvaises herbes se sont installées, les messicoles (bleuets, coquelicots...) sont revenues, et avec elles tout un cortège d'insectes, de petits oiseaux, de lézards...».

La nature ayant horreur du vide, quand on lui laisse un peu de place, elle la prend. D'ailleurs, le mot «nature», du latin *natura*, veut dire «ce qui est en train de naître». Les plantes sauvages, pissenlit, pâturin annuel ou laiteron, utilisent le moindre interstice pour pousser. Serait-ce la fin du dualisme nature/culture ? L'ère du «tout béton» et du «tout automobile» en ville est-elle révolue ? Possible. «Depuis une vingtaine d'années, la présence de la nature en ville est devenue comme une évidence», estime la philosophe Chris Younès, enseignante-chercheuse à l'école spéciale d'architecture de Paris. La ville n'est plus perçue et vécue comme étant en rupture avec la nature, mais comme pouvant être un trait d'union entre la nature et la culture. Elle devient le terrain d'une expérimentation, d'une invention, d'une installation humaine qui cherche à être en symbiose et en synergie avec le reste du vivant, sans pour autant renier la culture».

UNE BIODIVERSITÉ INDISPENSABLE

Moult travaux scientifiques l'ont prouvé, la nature apporte à la ville et ses habitants une foule de ce qu'on appelle les «services écosystémiques». Elle est particulièrement précieuse pour rafraîchir les cités : à cause du rayonnement solaire sur les surfaces bétonnées et des activités humaines (circulation, climatisation, industrie), la température y est entre 2°C et 12°C supérieure à celle relevée dans les milieux ruraux. Ce qui ne va pas s'arranger avec l'aggravation du changement climatique.

Nombre de municipalités l'ont compris, qui se mettent à «végétaliser» pour lutter contre les «îlots de chaleur». Planter des arbres permet d'offrir de l'ombre, mais aussi de rafraîchir l'air aux alentours grâce à l'évaporation de l'eau contenue dans les sols et les feuilles. Dans l'ouvrage très touffu *Urbanisme et biodiversité* (éditions Apogée, 2020), Luc Abbadie, professeur d'écologie à Sorbonne Université, cite une étude de 2017 selon laquelle à Phoenix, en Arizona, par rapport à une rue «canyon» sans arbres, dans la même rue plantée de deux rangées d'arbres, la température au sol est inférieure de 8 à 10 degrés, celle de l'air à 2 mètres de hauteur de 2 degrés et l'humidité atmosphérique est augmentée de 20% en moyenne. Végétaliser en pleine terre ou sur les toits permet aussi de retenir l'eau et de lutter contre les inondations. Et de réduire la concentration de certains polluants atmosphériques, en particulier le dioxyde de soufre (SO₂) et les particules fines.

De plus en plus d'études montrent par ailleurs les effets bénéfiques de la nature en ville sur la santé physique (réduction des maladies cardiovasculaires et respiratoires, de l'obésité, du diabète...) et mentale. Peu connus, ces bienfaits mentaux de la biodiversité sont notamment utilisés dans les hôpitaux français, comme au CHRU de Nancy, dont le jardin «Art, mémoire et vie» aide les personnes atteintes de la maladie d'Alzheimer. Pour chacun, être au contact des arbres et de la végétation permet de réduire l'anxiété et le stress. Plus de nature en ville, c'est plus de bien-être. Voire de lien social, par exemple dans le cadre de jardins partagés. Bref, la nature rend la ville vivable.

Attention, toutefois, à ne pas rester enfermés dans une vision «utilitariste» de la nature, prévient Emeline Bailly, docteure en urbanisme et chercheuse au Centre scientifique et technique du bâtiment (CSTB). «Après la nature-décor, récréative puis hygiéniste, on instrumentalise à nouveau la nature - même si c'est une avancée -, pour rafraîchir la ville, filtrer les eaux de pluie, etc., estime-t-elle. Or la nature, c'est plus que cela, c'est la manifestation de la vie, c'est ce qui nous fait prendre

conscience de notre propre vie, de celle qui nous entoure. Elle offre une filiation avec le monde sensible, une expérience sensorielle, un support de rêveries. Nous devons changer de paradigme pour faire de la nature plus qu'un service utile aux hommes, et en faire notre milieu, chercher de nouvelles formes d'alliance entre la ville et la nature».

COMMENT «RENATURER» LA VILLE ?

«Continuer à végétaliser, c'est important bien sûr, mais tout dépend comment. Et ne faire que végétaliser, cela ne suffit pas», explique Philippe Clergeau. Il s'agit, d'abord, d'intégrer davantage de biodiversité, de ne plus tout miser sur un paysagisme impliquant des espèces horticoles exotiques mais de laisser s'installer des espèces locales, plus adaptées au milieu. «Le magnolia ou le camélia, d'origine asiatique, c'est très beau, mais la plupart de nos insectes ne sont pas capables de dégrader leurs feuilles épaisses», illustre Philippe Clergeau. Le platane ou le marronnier, c'est pratique et efficace, leurs grosses feuilles sont faciles à ramasser, captent énormément de particules, stockent du CO₂... Donc on en met partout, mais ces monocultures ne sont pas durables, elles





sont à la merci des maladies, alors que d'autres essences pourraient aussi être plantées en ville, comme le charme ou l'érable. Renaturer la ville, c'est aussi bichonner le sol, si important pour le vivant et si longtemps maltraité. C'est lui accorder davantage d'espace, si besoin en «désartificialisant», en «débitumant» des bouts de trottoir, des places, des cours d'écoles ou d'immeubles, des parkings. C'est planter des arbres dans de grandes tranchées plutôt que dans de minuscules fosses isolées dans l'asphalte. C'est accueillir différentes strates de végétation, herbes, arbustes, arbres plus ou moins grands, pour offrir un habitat à différentes espèces animales. Aménager des corridors écologiques pour que la faune puisse circuler. Repenser l'articulation entre l'urbain, le périurbain et le rural. «La biodiversité n'est pas simplement à intégrer dans des petits coins de ville, sur certaines toitures, dans certains parcs, insiste Philippe Clergeau. Il s'agit désormais de repenser l'urbanisme, de penser la ville elle-même comme un écosystème, de placer les processus écologiques et la biodiversité au cœur du projet urbain, d'accorder une place aussi importante au non-bâti qu'au bâti». L'urbanisme écologique, «durable et résilient», explique l'écologue,

propose ainsi de changer de paradigme, de «revisiter complètement l'espace public hérité des années 1970 qui n'était fait que pour la voiture». Pour cela, il ne s'agit pas forcément de tout chambouler, tout recréer. «On peut notamment s'appuyer sur l'existant, sur les espaces de nature qui se sont déployés dans les interstices de la ville, dans les délaissés urbains que l'on trouve sur les abords de voiries ou de voies ferrées, les chemins de halage, dans les friches», avance Emeline Bailly. Parmi les exemples inspirants de «renaturation» de la ville, la chercheuse cite Genève, en Suisse, et Copenhague, au Danemark, qui ont intégré la nature dans leur plan d'urbanisation dès les années 1930 pour la première et 1947 pour la seconde, et s'y sont tenues. Elle cite aussi Berlin, en Allemagne, une ville peu dense qui, «faute d'avoir les moyens de tout réaménager après la chute du mur, a choisi de laisser la nature s'épanouir dans de nombreux espaces, où elle s'autorégule aujourd'hui». Ou encore Utrecht, aux Pays-Bas, «qui a renaturé tous ses abords de canaux, dont l'eau est désormais si propre qu'on peut s'y baigner» et où, comme dans le reste du pays, la ville fait la part belle aux piétons et cyclistes.

ET QUID DE LA FRANCE ?

«Certaines villes sont historiquement très vertes, comme Besançon, d'autres, très minérales, partent de très loin, comme Paris ou des villes du Sud», remarque Philippe Clergeau. Mais l'écologue cite «de très beaux exemples de villes qui ont fait des choses intéressantes. Rouen a repensé ses berges, comme l'ont fait Bordeaux ou Lyon. Strasbourg a racheté des bords de fleuve pour recréer des ripisylves, des boisements le long de l'eau, Lille et Roubaix l'ont aussi fait, Nantes réfléchit à reconstituer des continuités écologiques en bord de Loire, etc.». Dans tous les cas, changer de paradigme suppose une «volonté politique très forte», estime-t-il. Mais aussi une approche interdisciplinaire de la ville, faisant appel à des urbanistes, architectes et paysagistes, comme à des écologues, sociologues, philosophes, géographes, psychologues ou anthropologues. Le changement ne se fera pas facilement, cela ne va pas de soi. La culture du «propre», d'une nature maîtrisée, est encore très présente. Pas évident, notamment, d'accepter de cohabiter avec des insectes ou des chauves-souris. D'où un gros besoin de pédagogie, pour rappeler

leur rôle essentiel. Pire, l'installation de renards en ville, pourquoi pas, mais quid des sangliers, voire du loup? «Les villes pourraient mettre moins de personnel pour gérer les espaces verts eux-mêmes, puisqu'ils sont plus naturels, et le temps libéré pourrait être consacré au contrôle de certaines espèces», propose Philippe Clergeau. Reste, aussi, un souci à régler: les incivilités. Comment renaturer la ville quand certains jettent leurs déchets au pied des arbres où d'autres tentent de jardiner, alors que des poubelles se trouvent à un mètre? C'est ce genre de tristes comportements qui a notamment conduit la mairie de Paris à mieux encadrer ses «permis de végétaliser» dans la rue. ◆

(1) Tribunes, portraits et infos sur les journées «Natu- rellement!» à retrouver sur www.liberation.fr/dossier/la-nature-en-ville.

◆ Libération
2, rue du Général-Alain-de-Boissieu,
75015 Paris. Commission paritaire :
80064 ISSN 0335-1793. Principal
actionnaire: Presse Indépendante SAS.
Directeur de la rédaction: Dov Alfon.
Imprimé par POP à 3 000 exemplaires.

Par
BENJAMIN LECLERCQ

Dans leur rapport au gouvernement en 2020, les membres de la Convention citoyenne pour le climat ne s'y étaient pas trompés. Parmi leurs propositions, comme une évidence : «*Modifier le code de l'éducation pour une généralisation de l'éducation à l'environnement et au développement durable dans le modèle scolaire français.*» Nos citoyens éclairés avaient, comme tous ceux qui s'y sont penchés avant eux, déniché l'incongru : en France, on parle toujours plus d'environnement, mais on l'enseigne si peu.

L'idée, pourtant, n'est pas neuve. Elle est même quinquagénaire. «*On la retrouve dès les années 70 dans les milieux associatifs et les mouvements de l'écologie politique*», témoigne la sociologue Marie Jacqué, autrice d'une thèse sur l'éducation à l'environnement en France et maîtresse de conférences à l'Université d'Aix-Marseille (UAM). A l'époque, elle passe d'abord par des pratiques innovantes d'éducation populaire, et par des projets engagés pionniers, à l'instar de la mythique revue naturaliste *la Hulotte*, fondée en 1972, qui éveilla des générations de citoyens à l'art de comprendre et d'aimer le vivant.

Les pouvoirs publics vont eux-mêmes se saisir de la question, du moins dans le discours. «*Dans sa dimension institutionnelle, la notion émerge lors des premières grandes conférences internationales sur l'environnement*, note Marie Jacqué. *On la retrouve à Stockholm en 1972, à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement, puis au Séminaire international sur l'éducation relative à l'environnement à Belgrade en 1975.* En France, une circulaire institue l'éducation à l'environnement en 1977. Problème : l'Education nationale ne va jamais vraiment l'activer. Certes, depuis une poignée d'années, on s'agit. En 2013, la loi de refondation de l'école la fait entrer dans le code de l'éducation, et l'on crée la labellisation «E3D» (comme «*établissements scolaires en démarche de développement durable*»). Plus récemment, en 2019, on invente le statut d'«*écodégués*» en classe... Mais ni les moyens ni les heures de cours ne suivent. Surtout, les programmes continuent de faire l'économie du principal outil de compréhension de l'écologie : les sciences.

Manque de méthode. «*Je ne vois aucune ambition scientifique dans le primaire*», se désespère ainsi le biologiste et professeur au Muséum national d'histoire naturelle, Marc-André Selosse, grand militant de la valorisation des sciences du vivant, de la Terre et de l'environnement à l'école. «*Les instituteurs, à force d'être poussés vers le littéraire et sévres de sciences lors de leur propre formation, ne sont même plus outillés pour aller parler des arbres dans leur propre cour d'école.* Dans le secondaire, le constat est, selon lui, tout aussi alarmant. «*On y dispatche de l'environnement par-ci par-là, en géo, en SVT ou en sciences éco, au détriment d'une vision véritablement systémique.*»

En somme, le parti pris idéologique l'a emporté sur l'approche scientifique. «*On reste aujourd'hui dans une éducation à l'environne-*



PHILIPPE DURAND

Ecologie L'école n'a pas la main verte

Parcellaire et mal pensée, l'éducation à l'environnement reste négligée en France. Heureusement, les initiatives se multiplient pour pallier ce manque.

ment très moraliste, dominée par les dogmes de l'Ademe [l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, ndlr], analyse la chercheuse Marie Jacqué. *Traitement de l'eau, des déchets, électrification de l'économie : les jeunes apprennent la pensée gestionnaire et les idéologies de l'écocitoyenneté et du développement durable.*

Un constat d'autant plus amer que les crises actuelles – santé, climat, biodiversité, etc. –, requièrent un outillage scientifique costaud. «*Les générations précédentes ont fait des erreurs liées à un problème de méthodologie. Donner aux jeunes générations les outils pour mieux faire est une urgence absolue*», tonne Marc-André Selosse.

«*Se former à l'écologie scientifique a un double intérêt*, complète François Deroo, directeur de l'association de découverte scientifique les Petits débrouillards, qui accompagne chaque année près de 700 000 jeunes de 5 à 25 ans en France, à savoir *prendre conscience de la gravité de la situation et pouvoir en être acteur. Histoire d'avoir les angoisses... et les solutions qui vont avec.*»

Comme Marc-André Selosse, François Deroo défend une science qui serait partie intégrante de la culture, au même titre que le sport ou le théâtre. Et serait régulièrement réactualisée : «*Les connaissances bougent tous les six mois, et donc les solutions aussi.*»

Session de rattrapage. En attendant que l'école s'y mette, cependant, tout n'est pas perdu : la session de rattrapage d'écologie scientifique est aujourd'hui à portée de tous. Pour les enfants, les ados ou les adultes, les lieux et les options fourmillent. «*L'offre s'est développée et diversifiée*, s'enthousiasme Marc-André Selosse. *Citons, pêle-mêle, les Centres permanents d'initiatives pour l'environnement* (près de 80 aujourd'hui en France), *les jardins botaniques, les Universités inter-âges et leurs conférences tout public, les sociétés naturalistes, ou encore, bien sûr, les musées d'histoire naturelle*». Sans oublier «*les grandes associations historiques*» comme la LPO (qui revendique 500 000 personnes sensibilisées par an en éducation à l'environnement) ou le Frene (anciennement Réseau Ecole et Nature). Il y a enfin les médias qui comptent «*d'excellents vulgarisateurs*» : Mathieu Vidard sur France Inter («*la Terre au carré*»), Jamy Gourmaud sur France TV, etc.

Une autre bonne nouvelle concerne la démocratisation d'une pratique vertueuse : les sciences participatives. «*La démarche n'est pas nouvelle en soi. Au Muséum, notre premier programme, baptisé Stoc* (Suivi temporel des oiseaux communs), *date de 1989*, souligne Nathalie Machon, professeur d'écologie urbaine et responsable scientifique des programmes de sciences participatives sur la flore au MNHN. *Ce qui est nouveau, en revanche, c'est qu'on s'adresse désormais au grand public, et que celui-ci adhère en nombre.*» Symbole de ce succès, les week-ends de comptage des oiseaux communs réunissent toujours plus de monde : plus de 17 000 jardins participants en janvier, et plus de 4 000 en mai. Quant à Tela Botanica, le réseau des botanistes francophones, il frôle aujourd'hui les 60 000 membres...

Bien aidée par l'outil numérique (applications et plateformes) et par une prise de conscience des scientifiques eux-mêmes «*qui apprennent à sortir enfin de leurs confortables labos*», la démarche permet de connecter les participants à la science et à leur environnement. Ainsi de «*Sauvages de ma rue*», un programme de recensement participatif de la flore urbaine lancé en 2011 par le Muséum. «*C'est un grand succès, a fortiori lorsque des relais locaux s'en saisissent*, témoigne Nathalie Machon. *A Blois, par exemple, presque toute la ville a été inventoriée.*» «*Pour peu qu'on lui prête attention, conclut-elle, l'appétit des gens pour la découverte du vivant est flagrant.*»